



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 09 JAN 2021

mettant en demeure la société GROUPE SIAT
implantée ZA de la Forêt à URMATT (67280)
de respecter des dispositions concernant ses installations
de traitement du bois à visées insecticides et fongicides

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté préfectoral codificatif du 12 octobre 2021 autorisant la société SIAT BRAUN située au 46 rue du Général de Gaulle à URMATT (67280) à modifier ses installations et implanter une ligne de sciage à ruban ;
- VU le rapport du 29 novembre 2022 de la visite du 24 novembre 2022 de l'inspection des installations classées de l'installation de traitement insecticide et fongicide du bois de la scierie de la société Groupe SIAT à Urmatt ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 24 novembre 2022 de la scierie d'Urmatt du Groupe SIAT (l'exploitant), l'exploitant n'a pu produire à l'inspection la consigne, imposée à l'article 7.5.1 de l'annexe à l'arrêté préfectoral codificatif susvisé du 12 octobre 2021, précisant les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation, mais seulement une fiche de vérification aux indications imprécises concernant uniquement les bacs de trempage et les rétentions associées ;

CONSIDÉRANT que l'installation de traitement du bois comporte un réservoir atmosphérique cylindrique vertical de 25 m³ de concentré de traitement insecticide et fongicide du bois classifié H400/H410 et sa capacité de rétention, ainsi que 7 bacs (capacités) de traitement insecticide et fongicide du bois contenant respectivement entre 13,5 et 33 m³ de solution classifiée H400, H410 ;

CONSIDÉRANT que les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les mentions de danger H400 ou H410, que les dispositions de l'article 5 de cet arrêté s'opposent aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les mentions de danger H400, H410, que les dispositions de l'article 6 de cet arrêté ministériel s'appliquent aux cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les

pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 de cet arrêté (capacité de rétention associée au réservoir de 25 m³) ;

CONSIDÉRANT que l'article 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé impose pour chaque équipement ou ouvrage mentionné aux articles 3 à 7 de l'arrêté ministériel et pour lequel un plan d'inspection et de surveillance est mis en place, l'exploitant élabore un dossier contenant : l'état initial de l'équipement ; la présentation de la stratégie mise en place pour le contrôle de l'état de l'équipement (modalités, fréquence, méthodes, etc.) et pour la détermination des suites à donner à ces contrôles (méthodologie d'analyse des résultats, critères de déclenchement d'actions correctives de réparation ou de remplacement, etc.). Ces éléments de la stratégie sont justifiés, en fonction des modes de dégradation envisageables, le cas échéant par simple référence aux parties du guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement sur la base desquelles ils ont été établis ; les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles ; les interventions éventuellement menées [...]

CONSIDÉRANT que les modalités sommaires de surveillance de ces équipements telles qu'elles ont été constatées par l'inspection, consigne inexistante, rapport de vérification sommaire, ne satisfont pas aux exigences des articles 4, 5, 6 et 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 qui imposent un formalisme rigoureux comprenant après réalisation d'un état initial des équipements, la définition d'un programme de surveillance, des visites périodiques en conséquence, et la tenue d'un dossier ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} - prescriptions à respecter

La société Groupe SIAT est mise en demeure de respecter, dans un délai de six mois suivant la notification du présent arrêté, pour l'exploitation de l'installation de traitement insecticide et fongicide du bois de la scierie d'Urmatt (ZA de la forêt - 67280 URMATT) :

- les prescriptions des articles 4, 5, 6 et 8 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 concernant l'état initial, le programme de surveillance, les visites périodiques des bacs de trempage, du réservoir de biocide concentré et de sa capacité de rétention ainsi que la tenue d'un dossier par équipement (NB : le respect de ces prescriptions vaudra aussi respect de celle de l'article 7.5.1 de l'annexe de l'arrêté préfectoral susvisé du 12 octobre 2021) ;

Article 2 - mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 - sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être

fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 - exécution

- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le sous-préfet de Molsheim ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Groupe SIAT, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire d'Urmatt.

Pour la Préfète et par délégation
La préfète
le Secrétaire Général



Mathieu DUHAMEL

1777

1777

1777